

Débat Cercle des Citoyens 32 - 8 février 2019 à Auch

20h30

Introduction de René Castagnon : Ce soir, pas de protocole. Nous sommes là en tant que citoyens. Le débat est enregistré, filmé, photographié. Il fera l'objet d'une synthèse qui sera transmise aux élus et remontera par le canal national afin de s'assurer qu'il en sera tenu compte.

Le débat est la clé de voûte de la démocratie. C'est le moyen de stimuler l'engagement citoyen. Au moment des élections, certains ne vont pas voter : ils ne s'y intéressent pas, ils ne trouvent pas les candidats qu'ils souhaitent. A partir de 50 % d'abstention, il faut s'inquiéter. Ce n'est peut-être pas l'obligation du vote qui est la solution.

Nous, citoyens, nous avons envie d'être les acteurs de notre pays et non de subir des chemins politiques que nous ne maîtrisons pas.

Par les débats qu'il a organisés (Incinérateurs, déchets, traités européens, gaz de schiste, élevages industriels, nucléaire, OGM, Linky, après-Charlie, élections législatives...), le Cercle des Citoyens 32 souhaite éclairer les dossiers en cours et les prises de décision. Le débat permet d'ouvrir les esprits.

Nous avons envisagé ce débat dès le début du mouvement des Gilets jaunes (GJ). Une première rencontre s'est tenue le 17 nov sur le rond-point des Justes à Auch, puis le 24. : des échanges ont montré une crainte de récupération, ce qui est compréhensible. Donc le Cercle des Citoyens 32 a décidé d'organiser ce débat tout seul, avant le lancement du débat national. Le Cercle des Citoyens ne sollicite ni subvention, ni aide pour garantir son indépendance. Donc, nous vous demandons une participation financière (salle prêtée par la mairie d'Auch, mais coût de la sonorisation, de la sécurité).

Explication du processus du débat et de ses règles : Libre expression pour tous avec une durée précise de 3mn pour chaque intervention.

Nous voulons que ce débat soit une réussite, nous voulons montrer que les Gersois sont capables de tout dire dans le respect des personnes et de la diversité des opinions. Argumenter, mais pas agresser. Tolérance, écoute, respect. 2 heures pour la première période d'interventions – 1 heure d'échanges pour la deuxième partie – puis deux questions : 1) quelle place pour le débat et la démocratie participative dans la vie politique gersoise et nationale - 2) Les parlementaires présents pensent-ils pouvoir faire remonter ce débat dans leurs assemblées et auprès du gouvernement. Si oui, comment vont-ils nous en informer ?

1ère partie

20h45

Salarié d'Orange : possibilité d'existence d'un site où les citoyens pourraient s'exprimer.

Didier, CFDT mais intervient à titre personnel : Le président de la République n'a pas écouté les syndicats, les partis politiques, la rue. Mais il a répondu à la violence. C'est la

violence qui a permis d'obtenir des résultats et on le regrette. La démocratie est mal en point ; les gens ne votent plus. Je propose une obligation de vote lors d'un jour travaillé libre en semaine. Concomitance des deux élections : mandat du président de la République 7 ans non rééligible - mandat des députés 5 ans. La CFTD intervient sur le pouvoir d'achat et la répartition équitable des bénéfices de l'entreprise, l'égalité de salaire femmes hommes. Il faut améliorer la situation des salariés qui alternent périodes de chômage et de courtes périodes d'emploi. Limiter les dépenses contraintes.

Monsieur : Immense merci aux GJ. Les ronds-points, cela a plusieurs significations, cela permet une bifurcation, un changement de direction. Cela nous parle de l'injustice fiscale, du creusement des inégalités, les difficultés de la vie... du péril environnemental. On nous demande d'écrire nos doléances, d'organiser des débats ; c'est une blague. Comme si le gouvernement ignorait les mesures qu'il a prises et ses conséquences. Le pouvoir est exercé par une caste au profit d'une classe. Les entreprises du CAC 40 paient moins d'impôts que les petites entreprises. On continue à subventionner l'extraction des combustibles polluants. Rejoignons les GJ.

Dominique Maréchal, retraité depuis 2012 : En 2020, si rien ne change, j'aurai perdu 10% de pouvoir d'achat. Pas de revalorisation des retraites et l'inflation repart à la hausse en 2018, plus la CSG en janvier. On traite les retraités de nantis qui ont un meilleur niveau de vie que les actifs. On attend l'annulation de la CSG promise en dessous de 2000 euros/mois pour une personne seule ou 17 000 euros/an pour un couple. Les retraités doivent payer intégralement leur Mutuelle Santé, contrairement aux actifs depuis 2016 (part patronale obligatoire). Défisicaliser les cotisations de Mutuelle...

Johan Paris, GJ et NPA : Combien M. Cazeneuve a-t-il gagné grâce à la suppression de l'ISF. Il cumule sa rémunération de l'Assemblée nationale et des actions chez Apple. On comprend mieux pourquoi lui et d'autres élus REM, et M. Macron ne veulent pas débattre de l'ISF. Ils ne veulent pas de débat sur le fond de leur politique libérale, anti-sociale et ils répriment toujours plus fort : 1 900 blessés, plus de 160 tirs de LBD dans la tête, 17 personnes éborgnées, la loi anticasseurs qui bafoue l'état de droit. Gloire aux GJ et à tous ceux qui luttent contre ce gouvernement, ce président de la République, contre les milliardaires, le MEDEF, pour un monde meilleur dans lequel il n'y aurait pas 9 millions de pauvres en France.....

René Castagnon : On peut être en colère, mais évitons de nous en prendre aux personnes. Réussissons ce débat.

Patrick : Je rêvais d'un autre monde sur le plan de la fiscalité. Le budget est en déficit de 40 milliards, mais avec 100 milliards d'évasion fiscale ; avec la complicité des élus, Bercy empêche de mener les procédures de poursuite. Instaurer une taxe sur les transactions financières, harmoniser la politique fiscale, taxer tous les concitoyens, habitant en France ou non. Le CICE continue, alors que l'on taxe les retraités. Revoir le secret des affaires, protéger

les lanceurs d'alerte. Bruxelles oeuvre pour la finance internationale. Casier judiciaire vierge pour les élus.

Johan, collectif Gers en colère : La vente de l'aéroport de Paris est un exemple où le RIC s'impose car elle a été votée par quelques voix. C'est un bien national. Nous devrions avoir un droit de regard. Anciens ; nous leur rendons hommage sur les monuments aux morts. Mais les vivants, nous devrions les remercier pour services rendus au niveau de la formation, travail....

Nadia Batiche-Moine, EELV : Les GJ manifestent pour les raisons légitimes. Un certain nombre de citoyens vivent sous le seuil de pauvreté. Il faudrait le revenu de base, efficace contre la pauvreté, pour redistribuer des richesses créées par l'informatisation, la robotisation. Rééquilibrer les relations salariés/employeurs. Favoriser les engagements associatifs, pour aider les plus faibles (femmes)... C'est bien plus qu'un RSA amélioré. Il faudrait une phase d'expérimentation. Une loi a été déposée en janvier à l'Assemblée nationale, mais rejetée par la majorité.

Femme GJ Eauze : Liberté, égalité, fraternité : on en est loin... Liberté de manifester... Liberté de se soigner : instauration de 11 vaccins obligatoires ; déremboursement de l'homéopathie, pouvoir se soigner comme on veut et choisir quand cela s'arrête (euthanasie). Fin des privilèges : députés, sénateurs, ministres, ex ministres, etc... Comment peut-on demander des efforts ? C'est ce qui provoque le dégoût de la politique. On ne pourra pas faire revenir les gens vers la politique, ne serait-ce que pour voter. M Macron est un architecte, les instructions ne sont pas respectées ; il faut des réunions de chantier régulièrement.

Robert, profession de santé : Une sanction pénale vise les parents qui ne font pas vacciner leurs enfants. Merci aux GJ, car grâce à eux, les consciences s'ouvrent. Ne cédon pas aux manipulations du gouvernement pour nous dresser les uns contre les autres ; soyons solidaires. Nos ennemis, ce sont les lobbies. Nous avons une force énorme dans notre façon de consommer : privilégions les filières courtes, les commerces de proximité. On retrouvera de la richesse localement. L'entreprise France est comme une autre ; elle doit donner des comptes. Depuis 35 ans on sent que le pays s'appauvrit. Où passe l'argent ? Merci d'avoir organisé le débat ; il en faut davantage. Favoriser les consultations avec des votations.

Sébastien, GJ en civil : C'est qui les violents : 12 morts, 1 700 blessés, 4 500 interpellations. C'est qui les violents, avec l'augmentation de la pauvreté. l'augmentation des dividendes reversés aux actionnaires : 57 milliards d'euros. 1% de la population détient 90% des richesses mondiales. Augmentation du smic, des salariés. On stigmatise les chômeurs : alors qu'en fonction des chiffres, sur 6 millions 600 000, il en resterait de toute façon 2 millions 500 000 chômeurs sans offres d'emploi. Le coaltar est extrait au Congo pour les opérateurs de téléphonie mobile. Qui sème la misère récolte la colère, M. Cazeneuve et vous allez récolter.

9h15

Roger Lefort, L'Isle-Jourdain : L'évasion fiscale est un crime contre l'humanité. Nous sommes aujourd'hui à la veille d'une autre révolution citoyenne pour l'abolition des privilèges.

Monsieur, 50 ans : La démocratie, c'est le pouvoir au peuple. Avons-nous ce pouvoir ? Nous l'avons tous les 5 ans, entre temps, on ne nous demande rien. Il faut le RIC. Pourquoi nos élus cumulent-ils leurs rémunérations ? Il faut le casier judiciaire vierge pour les élus ; il le faut pour 400 métiers.

Un GJ : Je demande aux élus de lever la main et de dire combien ils gagnent par mois. Deux élus lèvent la main. Un élu au dessus de 3 000 euros/mois. Aucun ne lève la main ensuite. C'est nous qui vous payons et vous ne levez pas la main. Les élus devraient reverser au dessus du Smic

Dame CCAS de Mirande : Cela fait 16 ans que je fais au mieux mon métier, que nous nous adaptons au mieux, avec beaucoup de déplacements. Nous sommes au centre de cette gestion immédiate, confrontés à la souffrance, la maladie, l'isolement. Nous entendons que la situation se dégrade : les plus jeunes démissionnent. Les crédits sont rabetés, on essaie de s'adapter, alors que les gens vivent de plus en plus vieux. J'aime mes bénéficiaires et j'essaie de les rendre heureux, de renouer avec ce lien que le gouvernement ne prend pas en compte. Manque de temps, déplacements mal remboursés, dimanche mal payés. Il faut revenir à l'essentiel, qui manque à ce nouveau monde.

Dame de Gimont : Manque de confiance, nous sommes dans une période de mensonge. On a besoin de vérités, on a besoin de grands médias, de débats contradictoires. On manque de données ; j'attends un audit sur le nucléaire, sur la dette, j'attends le RIC. on a beaucoup perdu de pouvoir avec l'Union européenne. La libre circulation des capitaux a permis les délocalisations. Vaccinations obligatoires : le principe de précaution aurait dû prévaloir.

9h30

Josette Lecroix maman GJ : Je souhaiterais une remise à plat des impôts. La fiscalité est très mal répartie. Les grandes sociétés de payent 13% d'impôts alors que les petites sociétés paient 30%. Il faudrait supprimer Les niches fiscales. Il y a 100 milliards à récupérer pour aider les petites entreprises, augmenter le smic au moins à 1500 euros. Supprimer les avantages des hauts fonctionnaires, loin de notre vie de tous les jours. Démocratie : reconnaissance du vote blanc avec annulation du vote à partir d'un certain pourcentage.

Jacques Brasseur : Liste des cadeaux pour les plus riches : + de 40 milliards pour les investisseurs - fraude fiscale 100 milliards. Moins de zèle pour les récupérer que pour contrôler les chômeurs. CICE regroupé avec allègement de charges : + de 40 milliards cette année. Ce sont les salariés qui devront compenser les charges salariales que les entreprises ne paieront plus. Flat tax, suppression de l'ISF : cerise sur les cadeaux même si ce n'est que 4 milliards. Que fait-on pour les moins riches : réduire les remboursements de soins, report du départ en retraite, réduction des dépenses pour l'environnement. Il faut changer de cap.

Isabelle : Je vote au 1er tour au plus près de mes convictions. Au second tour, on vote contre, d'où des présidents mal élus avec 30 %. Peut-être faudrait-il envisager un choix à trois candidats au second tour. Reconnaître le vote blanc : si 25/30%, annulation du scrutin. Impôts : plutôt que de les augmenter, faire des économies, sans supprimer les services publics ni supprimer des emplois. Examiner les dépenses à tous les niveaux.

Agriculteur-apiculteur : Né en 1955 en Belgique, depuis 30 ans en France. Je ne peux pas voter, hormis pour les municipales. Mais je vote tous les jours avec ma carte bleue et mes achats. Certains d'entre nous n'ont aucun pouvoir d'achat. Le Père Noël n'existe pas. Tout le monde doit se retrousser les manches face à la condition climatique qui va arriver. Je m'adresse au président de l'Agence de la biodiversité dans la salle : possibilités d'aides à la pollinisation. Je fais partie d'associations : c'est une façon démocratique d'agir, mais pas assez soutenue.

Monsieur : Mise en place du RIC, augmentation du Smic, des retraites, mesures contre les déserts médicaux, sortie du nucléaire (danger des déchets enterrés pendant 400 000 ans). Notre avenir est en danger. On a perdu 80% des insectes ; c'est la 6e extinction de masse. Quand j'achète, que je prend la voiture, je me demande l'impact sur l'environnement, d'où vient le produit, si on peut faire du covoiturage. Le vote blanc doit être comptabilisé avec une annulation du scrutin au delà d'un pourcentage. Non cumul des grosses retraites et de la rémunération des élus. La CICE est reversé à des grosses sociétés qui n'ont pas besoin. Contrôle des LBD. Vaccins sans aluminium ni mercure.

Jean-Paul Dugoujon, Pauilhac : Les diverses administrations font de moins en moins d'accueil. Dans la santé et le social de nombreuses fermetures ou regroupement. De même pour Pôle Emploi, les missions locales, les centres des impôts et les trésoreries. Les fermetures de classes continuent dans la ruralité. Au lieu d'améliorer les transports, trains et bus, on supprime des arrêts. Dans les transports, pour les trains et les bus afin d'améliorer d'un côté on supprime des arrêts de l'autre. Mettre en place un moratoire sur la concentration ou la suppression des services publics. Etudier la réouverture aux voyageurs de la ligne Auch-Agen. Faire faire des expertises indépendantes et publiques pouvant déboucher sur des référendum citoyens. Mise en place de la proportionnelle intégrale, reconnaissance du vote blanc et un minimum de participation de 50 % des inscrits pour valider les votes.

Dame intervenant pour Simone, Plaisance : On parle beaucoup de mobilité ; mais on constate que la voiture est indispensable, malgré son mauvais bilan carbone. Une navette autocar fonctionnait à Plaisance 4 fois par jour vers Mt de Marsan et Tarbes. Service supprimé en 2014, puis rétabli en 2015 2 fois jour. Les horaires sont inappropriés et il faudrait rétablir des arrêts à Plaisance.

Christophe, parent d'élève, 50 ans : Déçu de la politique qui n'a pour but que l'accès au pouvoir. Il faudrait s'inspirer des pays nordiques. Je suis membre du conseil d'administration

du collège Mathalin-Salinis. Nous avons discuté du budget : suppression de postes, classes surchargées, matières non terminées ou abandonnées. Mauvaise ambiance. Les différents gouvernements avec leurs différentes réformes vont contre l'avenir de nos enfants. MM les députés et sénateurs, merci de m'avoir écouté, je n'ai pas dit entendu.

Olivier, GJ depuis le 25 novembre au rond-point : La démocratie va mal, l'environnement va mal. On a compris que c'était de notre faute ? On a beaucoup appris entre nous, en dialoguant, avec des différences ; 5 revendication communes en général. Il faut plein de débats car il faut régler l'urgence. En dialoguant on trouve des solutions, comme le RIC. Cela fait trois mois que l'on est dehors sur les rond-points. C'est dur. On va voir le maire d'Auch, le département qui se renvoient la balle, pour trouver un lieu où on pourrait dialoguer. Les GJ, c'est des citoyens debout ; la démocratie est déjà en marche.

22h

Yvan Cayol : Nous sommes 4 personnes qui avons travaillé à une solution : nous proposons des plates formes digitales ; allez vous inscrire sur ces plates formes. Sur les rond-points, il y a des smartphones, Facebook. Site : <http://www.nouscitoyens.fr>

Dame, Mirande : Des collectifs de soutien aux migrants existent dans le Gers qui est traditionnellement terre d'accueil. Sans les réfugiés, le Gers n'aurait pas pu se développer. Une quinzaine de collectifs défendent ces réfugiés en danger ; la majorité des élus du Gers ne agissent pas beaucoup. Nous demandons aux élus de nous trouver des locaux, faciliter la recherche de travail (les exploitation agricoles ont besoin de mains d'oeuvre), l'accès à l'école. Abrogation du délit de solidarité. Pas de quotas.

Monsieur : Scandales, avec la privatisation aéroports, des barrages, des autoroutes, le stockage des déchets dangereux du nucléaire. Taxation sur les carburants pour les voitures et le chauffage alors qu'il n'y en a pas sur les avions. Ça suffit avec les hausses.

Dame : J'ai une bonne dizaine de pages, je crois à ce débat. Nous pouvons écrire un programme citoyen. Comment le faire valoir ? C'est l'Assemblée nationale qui vote. Comment légalement arriver à un résultat ?

René Castagnon : Nous avons les quatre parlementaires ici. Il faudrait qu'on les rencontre régulièrement, qu'il y ait des débats réguliers. Comparaison : essuie glace entre citoyens et élus.

Gérard, retraité fonction publique : On fait état d'une certaine gabegie de l'argent public pointé par les Cour des comptes nationale ou régionales. Il n'y a pas de sanctions. Pourquoi la Cour des comptes n'a-t-elle pas de pouvoir de coercition ?

Jean-Claude Bauduret, retraité, GJ Fleurance : Nous votons régulièrement, mais nous ne sommes pas en en démocratie ; c'est un paradoxe. Montesquieu : "tout homme qui a du

pouvoir à tendance à en abuser". Il faut du pouvoir pour arrêter l'abus de pouvoir. La séparation des pouvoirs ne suffit pas. Qui a le pouvoir : les élus. Qui les arrête : rien, à part ne pas revoter pour eux. L'élu fait ce qu'il veut pendant son mandat: Les promesses électorales n'engagent que ceux qui les croient. Quelle réforme constitutionnelle pour donner plus de pouvoir aux citoyens ? Le vote est insuffisant. Expériences dans le monde avec le tirage au sort d'un certain nombre de citoyens. Conjuguer ces deux modes de désignation. Voir les propositions d'ATTAC.

22h15

Dame : Comptabiliser les votes blancs ; il faut un quorum, comme dans les assemblées générales de copropriétaires ; cela devrait être la même chose pour l'élection à la présidence de la République. Faut-il la diminution des dépenses de l'État car la balance est déficitaire ? Cela faisait partie du programme d'Emmanuel Macron : diminution du nombre de députés et de sénateurs. Les salariés doivent déposer un CV, pas seulement déposer un programme ; le salarié signe un contrat: horaires avec obligation de présence. Il faudrait la même chose pour les élus pour qu'ils reçoivent leur rémunération.

Monsieur : Je ne suis pas pour diminuer le nombre de députés et de sénateurs ; ce n'est pas en diminuant le nombre des élus qu'on a plus de démocratie. Le problème c'est le scrutin majoritaire à deux tours qui n'assure pas la représentation de tous. Je propose un scrutin uninominal à deux tours pour élire des gens qui représentent un département - car le département est la base - avec un nombre de députés sur la région en fonction du nombre de circonscriptions. Suppression du service universel (1 milliard d'€ économisé)

M. Borel : Emmanuel Macron a eu au 1er tour 18% des inscrits, soit moins d'un français sur cinq. C'est la constitution mais il est illégitime. Il nous enfume, il se démène devant les maires. Ne vous laissez pas faire, réagissez, allez sur les rond-points. Polémique sur les listes GJ aux européennes : il ne faudrait pas de battre entre GJ. Faire une seule liste?

Joel, Gers en colère : On ne veut pas du revenu universel : on veut du travail pour tous. Le mouvement des GJ nous a permis de nous rassembler. Les GJ, c'est la famille. Rendez-vous aux manifs.

André Belvèze ;retraité, MODEF : Rien n'oblige la grande distribution à augmenter les produits de première nécessité. Ce sont les agriculteurs qui sont les dindons de la farce ; ils gagnent souvent 350 euros/mois. J'ai 600 mois depuis que je suis retraité, je n'ai jamais gagné autant ! Il faudrait augmenter la retraite des agriculteurs. La proposition de taxer à 0,1% tous les revenus financiers a été proposée par le député Chassaigne, mais bloquée à l'Assemblée nationale. Le ruissellement, il n'est pas bon, le parapluie est à l'envers et ça coule vers les riches.

22h30

Humbert de Buttet, Auch : Je vous propose une nouvelle constitution, avec la proportionnelle intégrale. Nous serions mieux représentés. Faisons très attention à la santé. On nous propose des économies dans le Grand débat national avec des questions fermées. Je regrette qu'il n'y ait pas beaucoup de jeunes ce soir, car c'est de leur avenir que nous discutons. Prévoir l'étude le soir à l'école primaire et peut-être secondaire. Merci au Cercle des Citoyens et aux GJ.

Franck : Transparence de la rémunération des parlementaires. Le chômage pour les parlementaires dure paraît-il 5 ans. Légalisation du cannabis comme en Californie, le Canada, les Pays-Bas, le Luxembourg.

Monsieur : Violation récurrente de la volonté du peuple, comme avec le traité de Maastricht. Rappel de la déclaration Séguin sur la construction européenne : "En catimini, dans le secret des cabinets". Passage en force : pacte de Marrakech, traité d'Aix-la-Chapelle. On peut tromper une partie du peuple, mais on ne peut pas le tromper tout le temps. Debout !

Monsieur, marié, 5 enfants : Les aides au logement sont diminuées ou supprimées. Couple avec 2 enfants : moins de possibilités. Moi et mon épouse avons fait construire une maison neuve en 2017 ; nous avons sollicité un prêt à taux zéro pour 20% qui a été refusé ; l'aide au logement est supprimée pour une maison neuve. Il faut des propositions concernant les aides au logement pour que les citoyens ne se retrouvent pas à la rue.

Dame : Les travailleuses sont majoritaires dans les ménages, le nettoyage, les services à la personne, l'éducation ; ces métiers sont souvent sous-payés ; leurs conditions de travail se dégradent.... Réduction d'effectifs dans les services sociaux, les EHPAD, considérés comme des charges alors que c'est une richesse. Le revenu universel assurerait la dignité des personnes en précarité. Sécurisation des parcours professionnels, prise en compte des salariés aidants, des citoyens engagés.

22h45

Jacques, retraité : Je me soigne depuis 40 ans en homéopathie. De plus en plus d'électro-sensibles et de moins en moins de zones blanches avec la 4G. Il ne faut pas passer à la 5G. Vaccins : je m'adresse aux députés sur la gravité de vote de l'obligation de vaccination. Ils ont transformé nos enfants nés depuis le 1er janvier en cobayes. Personne ne peut dire le résultat des 11 vaccins à long terme. Maladies auto-immunes, allergies en progression.

Jean-Luc, Auch : Je remercie les GJ d'être à l'origine de ce débat. Nos dirigeants seront obligés de passer par le référendum. Revoir modalités de vote : sur une semaine, par internet, vote blanc pris en compte.

Corinne, GJ Auch : Alors que les infirmières et le personnel soignant sont submergées, tout le monde en convient, on annonce moins 1 milliard 250 000 euros de retrait sur 3 ans. La guerre contre l'hôpital public est déclarée par le pouvoir.. Traitement des infirmières insuffisant. Conditions déplorables dans les EHPAD qui appartiennent souvent au privé (fonds de pension américains). Patients mal soignés, sous-effectif chronique, conditions de travail indignes, santé

déshumanisée. Les élus sont indifférents, personne ne parle des handicapés qui devaient être la priorité du quinquennat. Santé dévalorisée. M. Macron, allez-vous vous saisir de ces problématiques et proposer des solutions?

Nadia : Je suis née en 79 et mère de 2 enfants. Nos enfants nous accuseront. Pourquoi pas une monnaie locale sans passer par les banques, des circuits courts pour valoriser l'économie locale. Pourquoi pas un budget européen pour des actions environnementales. Changeons le système pas le climat. Préservons les écosystèmes, la biodiversité. Apprenons à trouver des solutions par la collaboration, l'écoute. Merci aux GJ et au débat.

Claudine, Auch : Je souhaiterai un débat sur l'héritage. Il existe de grosses inégalités sur les patrimoines, plus que sur les salaires. Se référer aux mesures de Roosevelt, avec une taxation au delà d'un certain niveau de revenus. Rebattre les cartes, que chacun se sente responsable de sa vie.

Jean-Pierre, jeune GJ : Lutter contre la corruption : il y a des mises en examens, on attend les condamnations ; la liste est longue: Chirac, Lagarde, Cahuzac... Il faut taxer les GAFA. M. Cazeneuve est chez Apple. Ils votent des lois pour s'autoprotéger. Très peu de députés ont déclaré leurs patrimoine, pas de transparence ; l'amendement sur la transparence est refusé par un vote à 2h du matin. Cela ne bénéficie pas à notre pays. Les lobbies rencontrent les élus, certains élus étaient salariés de ces entreprises. Nomination d'une secrétaire d'Etat ex-salariée de Danone. Un élu doit placer les intérêts des citoyens avant les siens. Une politique de représentation, pour une démocratie citoyenne. Le pouvoir au peuple.

Jean, Auch, GJ (résumé de son intervention écrite car il ne pouvait pas rester au débat) : Question de fond : la gestion de la France. Déficit de 60 milliards ; tous nos maux y sont liés : chômage, pouvoir d'achat, paupérisation banlieue. Niches fiscales : 15 milliards ; CICE : 40 milliards (où sont les créations d'emploi) ; fraude fiscale : 15 milliards ; optimisation par des sociétés écran : 50 à 80 milliards ; exil en paradis fiscaux pour les particuliers : 30 à 40 milliards. Coût de la dette depuis 1980 : 55 milliards. Suppression de l'ISF, baisse des taxes sur les gros portefeuilles. Ce sont nos enfants qui en souffriront. La taxe carbone est augmentée, on demande des privations surtout aux plus fragiles ; injustice sociale. Le déficit chronique est un choix, pas une fatalité. Solutions pour équilibrer le budget : ISF sur ce qui n'est pas investi ; CICE réservé aux entreprises à l'export ; limitation des niches fiscales ; TVA à 30% sur les produits de luxe ; fin des exils fiscaux ; taxe sur le kérosène des avions et le fioul des navires. Equité sur les prélèvements. Proportionnelle à l'Assemblée nationale. Honnêteté des élus. Création du RIC.

2ème partie

Pierre Tabarin : Je suis élu local et je ne gagne rien. Salarié et retraité avec le prélèvement de la CSG. Pourtant, je n'ai pas mis de GJ. Je ne pense pas que le vieux slogan "tous pourris" soit représentatif. Lorsque je regarde les autres pays, je suis fier de ce qui a été fait. Mondialisation : l'écart des revenus a diminué. Mais je suis inquiet car déficit social, prélèvements élevés, déficit

budgétaire. Ce modèle n'est plus viable. Il faut une approche globale macroéconomique : taux d'imposition plus bas, assiette plus large. Déficit de communication : Il y a un vrai sens à la démocratie locale ; création de structures locales. Je ne crois pas au référendum. Si il faut faire des économies, je préfère qu'on économise deux sous-préfets et garder les deux députés du Gers.

Perrine : J'ai 24 ans. Je ne comprends pas que l'on reporte la retraite à 65 ans au détriment des emplois pour les jeunes. Les jeunes quittent la France pour des pays qui leur offrent des emplois : Etats-Unis, Chine...

Jeune homme : Je suis étonné de voir que les gens sont là alors que l'on n'est pas pour le débat de Macron. Elus : pourquoi ne respectez-vous pas la constitution. M. Macron a été élu grâce à la TV. Le Conseil de la résistance a institué l'égalité devant la santé, l'éducation,.. J'ai travaillé à l'hôpital : les patients ne sont pas respectés. Les lobbies sont puissants. L'Union européenne est corrompue : travailleurs détachés par exemple.

Jeune femme Samaran : Il y a une différence entre la vie rurale et le vie urbaine. En ville j'avais droit à des services comme l'école à proximité. A la campagne, pour la moindre chose je dois prendre ma voiture ; c'est compliqué pour la santé. Pourtant les gens qui vivent à la campagne paient des impôts. Les communautés de communes agissent mais cela ne suffit pas. Google doit être contrôlé par l'Etat.

Jean-Claude Bauduret (déjà intervenu) : Il faut transformer la constitution, car actuellement c'est le pouvoir qui décide d'organiser un référendum. Le président de la République n'est responsable devant personne, il peut faire ce qu'il veut. C'est une monarchie électorale.

23h 15

Dame : Une monarchie, plutôt une dictature. Je suis une chômeuse de longue durée, je suis surveillée. Les contrats aidés étaient un tremplin pour les gens en difficulté, On pouvait ajouter et avoir un revenu minimum ; maintenant c'est terminé. Avec l'allocation de solidarité spécifique, on ne peut cumuler avec un emploi.

Monsieur : Il faut arrêter de dire que tous nos élus sont des irresponsables. Ne pas tomber dans un antiparlementarisme primaire (cf 6 février 1934). C'est une démocratie imparfaite, mais on peut faire un débat comme ce soir, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays.

Kevin, 1ère année master histoire-géographie : La mondialisation est critiquable ; elle a des effets pervers ; mais elle a été positive après-guerre et dans les années 70. Europe : elle doit se remettre en question. Je suis étudiant au Mirail [Toulouse] ; précarité ; fac privatisée par Vinci. Démocratie imparfaite, mais on peut débattre (cf Europe de l'Est, Corée du nord) Le sénat sert à quelque chose, il représente les régions rurales, le Gers est représenté. Je veux un monde meilleur pour mes enfants.

Bernard, retraité de l'Education nationale : Je viens de Seine-Saint-Denis. Je suis très heureux dans le Gers et de cette soirée. C'est Google et les GAFAM qui contrôlent le monde et qui nous mènent. Attention, rappelez-vous les années trente et l'arrivée au pouvoir du nazisme. Il faut s'en prendre prioritairement aux multinationales et non à l'Etat. Les rémunérations dans le foot doivent être dénoncées : 1million700 000 euros/mois pour Mbappé. Ne dénonçons pas seulement les élus. Ne nous trompons pas de combat.

Patrice : Nous n'avons plus envie de voter. Pourquoi voulez-vous voter pour les gens qui nous trahissent ?

Sylvie Colas, porte-parole de la Confédération paysanne 32 : Je veux parler très concrètement. On s'est battu contre les multinationales, on les a fait reculer sur les OGM. Les élus doivent nous soutenir sur ces combats locaux : proximité de nos services, plus une école ne doit fermer. On ne doit pas être des citoyens de seconde zone. On doit préserver l'agriculture et les paysans. C'est ce dont on a besoin pour défendre ces priorités ensemble.

Monsieur, formation scientifique : On a entendu les gens exprimer leur souffrance. Quelles sont les causes. La crise est apparue ; la charge de faire fonctionner la société a été transposée des plus riches vers les classes moyennes. Le monde financier a dépossédé les élus de leur pouvoir (cf Montebourg qui n'a pu agir pour Alstom). Les producteurs de cacao n'ont jamais été aussi pauvres, car ils dépendent des prix fixés par les marchés financiers à Londres. La finance est reine, avec l'optimisation et l'évasion fiscale.

Agriculteur-apiculteur (déjà intervenu) : Il faut changer l'économie, vers une économie sociale et solidaire, qui crée des emplois.. On peut faire changer les choses avec notre pouvoir d'achat. Ici, on a plus d'émotions, on a besoin d'être ensemble pour le faire. Le climat, cela va nous arriver en pleine tête ; il faut changer les modes de production. Il faut se battre contre Monsanto/Bayer. Nous empoisonnons notre nourriture, tout cela pour des profits.

Monsieur : Je veux répondre au monsieur qui s'insurgeait sur la façon dont nous traitons les élus. Je connais Mme Biemouret qui fait un gros travail sur le terrain. Loi anticasseurs : 50 abstentionnistes seulement dans la majorité lors du vote. Privatisation d'Aéroport de Paris : peu de présents lors du vote. Comme pour les salariés, on devrait décompter les absences des députés. Des élus vont pointer pour les collègues. Nous ne sommes pas dupes. Si on s'en prend à vous, c'est que l'on a des choses à vous reprocher. Vous êtes des nantis intouchables par rapport aux salariés du privé dont les absences sont sanctionnées et qui peuvent être licenciés. Giscard d'Estaing : cela fait 38 ans qu'on lui paye une retraite, des chauffeurs, des frais... Il faut que cela cesse, que notre monde devienne plus juste. Ce n'est pas en tapant dans la caisse que l'on redressera le pays.

Anne-Marie : Je suis Gersoise d'adoption, je viens du Nord de la Loire. 1ère proposition : les écarts de salaires n'arrêtent pas d'augmenter ; il faudrait allouer une somme fixe, quelque soit le salaire que l'on gagne (30 00 euros/an par exemple). 2ème proposition : notre président est

ultra-libéral ; il faut un Premier ministre ultra-social. Le peuple est totalement désinformé ; contre-vérités à la TV. Le peuple vote sur des mensonges..

23h30

Monsieur (déjà intervenu) : A propos de la démocratie. Seuls 2% des députés sont des ouvriers ; sur-représentation CSP + et énarques qui font l'aller et retour entre les entreprises et les cabinets ministériels. Les abstentionnistes sont surtout chez les plus défavorisés. Le mode d'élection des sénateurs est inadapté. Les lobbies sont puissants (cf Hulot/Monsanto) ; ils écrivent eux-même les amendements.

Dame : Une question pour M. Cazeneuve sur les aides à domicile ; elles ne font pas seulement le ménage, ce sont des personnes hyper compétentes, elles voient 12 à 15 personnes par jour, elles sont très mal payées. Il faut faire quelque chose : augmentation, 13e mois, remboursement des frais d'essence.

Bertrand Gontier, référent La REM pour le Gers : Je suis un citoyen comme les autres. Ce débat est unique et exceptionnel pour le Gers. Je m'engage de faire remonter l'ensemble du débat au mouvement La REM.

23h45

Dame (déjà intervenue) : Merci pour ce débat où tout le monde a pu s'exprimer. Quid de demain ? J'espérais des réponses des élus présents. J'ai parlé de l'abolition des privilèges, pas de l'abolition des députés, des sénateurs, des ministres. Donnons-nous rendez-vous pour d'autres réunions. Le débat pourrait être une alternative permanente au RIC.

Monsieur : Je m'adresse au représentant de La REM. C'est bien de faire remonter, mais il faudrait que cela redescende. On ne peut rien exclure lors d'un débat. Je ne peux pas laisser dire que c'est un débat, c'est une rencontre. Ce n'est pas les élus que l'on attaque, c'est le système, mais vous êtes le système.

Monsieur : Economies à faire sur le budget de l'Assemblée nationale et du Sénat. Macron veut réduire le nombre de députés de 150. Mais l'indemnité parlementaire serait augmentée. Non. Mettre en place un structure citoyenne qui contrôle tous les élus.

René Castagnon : Merci à tous pour la qualité de vos interventions. Demandons à ce que ces débats se multiplient : peut-être deux fois par an ?